



LES PATRONS VOUDRAIENT NOUS ENTERRER, MONTRONS-LEUR QUE NOUS SOMMES DES GRAINES

Les rassemblements et manifestations de samedi contre le racisme et l'extrême droite ont été un succès avec beaucoup de jeunes un peu partout en France. C'est une réponse combative et populaire au gouvernement qui a expulsé à coups de matraques et de gaz lacrymogène les 450 mineurs étrangers non accompagnés laissés à la rue par l'État et qui avaient trouvé refuge dans le théâtre de la Gaîté-Lyrique à Paris.

26 mars 2025, Gustave Roussy

OUI, NOUS SOMMES TOUS DES ENFANTS D'IMMIGRÉS

Retailleau et Darmanin, avec la bénédiction de Macron et de Bayrou, font le boulot de l'extrême droite à coups de propos et de « circulaires » toujours plus discriminatoires à l'encontre des sans-papiers, des Algériens et de tous les étrangers. Le racisme d'État est le principal canal de montée des eaux boueuses sur lesquelles surfent les Le Pen, Bardella et Zemmour. Les mêmes artisans de ce climat de haine accusent d'antisémitisme la gauche antiraciste et les soutiens des Palestiniens. C'est une calomnie destinée à réhabiliter une extrême droite héritière de Pétain et à soutenir le gouvernement du génocidaire Netanyahu. Ces mensonges entravent toute lutte sérieuse contre l'antisémitisme qui, comme tous les racismes, est un poison violent – en témoigne l'agression d'un rabbin et de son fils à Orléans. Ce climat vise à créer ou approfondir des divisions qui ne servent que la politique des grands patrons du CAC 40.

Le chômage, l'austérité, les bas salaires, le mal-logement, les coupes dans les services publics au profit de l'augmentation des budgets militaires, voilà les vraies causes de nos galères quotidiennes, de nos fins de mois difficiles. Ce sont les politiques menées par les différents gouvernements depuis quarante ans qui en sont responsables et rien d'autre. Que nous soyons nombreuses et nombreux à l'exprimer dans la rue, tant mieux.

NOTRE FORCE, C'EST NOTRE NOMBRE

Il y avait beaucoup de monde aussi dans les rues le 8 mars dernier dans les manifestations féministes. Face l'offensive sexiste, militariste et raciste dont les Trump,

Poutine, Netanyahu et tous les puissants de ce monde se font les porte-drapeaux, il y a du répondant. Les collectifs de mineurs isolés ne lâchent pas la lutte pour arracher le droit d'être scolarisés et hébergés. Les étudiants en bagarre contre les budgets d'austérité dans les facs ne renoncent pas à s'organiser malgré la répression policière dont ils sont souvent victimes et seront de nouveau mobilisés jeudi 27 mars. Cette détermination qu'on voit apparaître dans la jeunesse, il faut qu'elle nous gagne tous et toutes pour en finir avec les politiques qui nous mènent à la misère sous couvert « d'union nationale ».

C'EST QUOI LE PLAN ?

Tout le monde voit bien que ce n'est pas un « conclave » qui va nous permettre de revenir à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation. Il y a des directions syndicales qui ont la compréhension un peu lente... puisque celle de la CGT a décidé seulement la semaine dernière de quitter cette mascarade. Quand le Medef annonce qu'il faudra bosser jusqu'à 70 ans pour permettre aux marchands de canons d'assurer leurs bons de commande pour les prochaines années, cela n'appelle pas des discussions autour du tapis vert, mais des luttes ! Ce qui est évidemment très différent des joutes à l'Assemblée que le PS essaie de reconvoquer pour une énième « motion de censure » après avoir servi la soupe à Bayrou. Mais aussi des perspectives électorales que l'ensemble de la gauche parlementaire essaie de vanter dès qu'il y a du monde dans la rue. **Ayons confiance dans nos propres forces, celles d'une classe ouvrière unie, sans barrières de couleur de peau ni frontières, qui est la seule à même, par ses luttes, en s'organisant à la base, d'arracher des moyens d'existence dignes pour tous et toutes.**

PRIME SUCRÉE, ADDITION SALÉE

On apprend en ce moment à Gustave Roussy que la prime de partage de la valeur ne sera pas versée en 2025 pour raisons de « déficit budgétaire ». Cette prime (exonérée d'une grosse partie des cotisations sociales) obtenue après le mouvement des gilets jaunes avait été bien accueillie par les salariés mais surtout par les patrons, qui voyaient là un moyen à peu de frais de maintenir la paix sociale dans leurs entreprises sans passer par des augmentations de salaires, qui elles sont pérennes et socialisées. On est donc légitimement en droit de se demander ce qu'il se passe dans les comptes de GR, car sur le terrain personne n'a l'impression d'être improductif, c'est même plutôt l'inverse au vu de l'augmentation de l'activité en HDJ, production de chimio, consultations, blocs, hospitalisation etc etc.

BLUE MEDI : OUI, MAIS PAS TROP

Qui n'a jamais fait de blue medi pour signaler un dysfonctionnement dans un service ou une équipe, que ce soit à cause d'une défaillance de l'organisation, d'une altercation entre collègues et visiteurs, voire même d'un problème de sous effectif ? Ce moyen d'alerte permet aux salariées de pouvoir légitimement pointer du doigt les problèmes... sauf quand ça touche au sous effectif chronique en hospitalisation. Car oui, la direction des soins est susceptible sur le sujet, et après de trop nombreux blue medi envoyés par la même salariée, ils n'hésitent plus à convoquer la « lanceuse d'alerte » dans un bureau pour lui faire une tape sur les doigts. Mais si on ne peut plus faire remonter les problèmes par la voie « institutionnelle », que nous reste t'il ? La grève.

RACHIDA DATI À GR : TOUT UN POÈME

La ministre de la culture s'est offert une petite tournée à l'hôpital à l'occasion du Printemps des poètes. Sacrée visite ! Pour rappel, entre 2010 et 2012, Dati est soupçonnée d'avoir perçu 900.000€ de la part d'une filiale de l'alliance Renault-Nissan, à l'époque dirigée par Carlos Ghosn, le tout sans contrepartie d'un travail réel, alors qu'elle était alors avocate et députée européenne. Elle sera jugée en juin

pour corruption et trafic d'influence. Pas sûr que cette grande amie des patrons au CV judiciaire bien rempli ait réellement sa place à pavane dans les couloirs de l'hôpital.

RÉFORME DE LA PROFESSION INFIRMIÈRE : ARNAQUE UNANIME

La semaine dernière, les députés ont voté à l'unanimité une proposition de loi réformant le métier des IDE en augmentant leurs compétences, notamment en termes de consultation, de suivi, de diagnostic et de prescription. Il s'agit officiellement de « reconnaître » des compétences bien souvent déjà exercées mais à la limite voire en-dehors des cadres légaux. Mais il s'agit surtout d'enterrer le manque de médecins, au moment même où les médecins étrangers à l'UE se mobilisent pour obtenir l'égalité avec leurs collègues européens. Là-dessus, les députés ne proposent rien ! Rien non plus sur les moyens qui permettraient d'accompagner l'augmentation des compétences infirmières, comme une meilleure formation, ou une augmentation des salaires. Un député admet que « Travailler plus sans gagner plus, ce n'est pas forcément ce que les infirmières souhaitent ». Bien deviné !

